29· Question du groupe Val-de-Marne en commun - PCF et citoyen·nes relative à la protection des données numériques des collectivités territoriales, aux cyberattaques répétées visant des infrastructures publiques

Monsieur le Préfet,

Les collectivités territoriales, les services de l'État et les établissements publics sont de plus en plus exposés aux cyberattaques, qui peuvent affecter à la fois la continuité des services publics, la protection des données personnelles des usagers et le fonctionnement quotidien des administrations.

L'été 2026 a notamment été marqué par plusieurs incidents touchant le ministère de l'Éducation nationale. Ces attaques ont également nécessité la fermeture ou la restriction de plusieurs systèmes informatiques à l'approche de la rentrée, notamment dans les académies de Créteil, Toulouse ou encore de Nantes, ainsi que dans de nombreux lycées franciliens. Ces événements rappellent que la cybersécurité constitue désormais un enjeu majeur de continuité du service public, étant donné l'important flux de données sensibles d'administrés détenues par l'ensemble des acteurs. A ce jour, aucune suite numérique souveraine à destination des collectivités territoriales n'a été élaborée.

Par ailleurs, le Rapport d'activité 2025 des services de l'État dans le Val-de-Marne ne fait pas état de cette problématique. Ainsi, dans ce contexte, nous souhaiterions savoir **quelles mesures sont mises en œuvre dans le Val-de-Marne pour prévenir les cyberattaques visant les services de l'État, les collectivités territoriales et plus largement les opérateurs publics. Quels moyens sont mis en place pour renforcer leur capacité de réaction et garantir la continuité des services publics en cas d'attaque ?**

Nous souhaiterions également savoir **quel accompagnement concret les communes et établissements publics val-de-marnais peuvent solliciter auprès des services de l'État et de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) afin de renforcer la sécurité de leurs systèmes informatiques et la protection des données sensibles qu'ils détiennent ?**

Enfin, **pouvez-vous nous indiquer si un état des lieux de la vulnérabilité des services publics du Val-de-Marne a été réalisé et si un dispositif départemental de coordination et d'alerte est prévu en cas de cyberattaque affectant simultanément plusieurs collectivités ou services publics ?**

Fatiha AGGOUNE, Présidente du groupe

Nicolas BESCOND, Pierre GARZON, Lamya KIROUANI, Franck MORA, Flore MUNCK, Sokona NIAKHATÉ, Marion MARTIN, Imène SOUID, Hocine TMIMI, Ibrahima TRAORÉ.